



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
14, rue du bataillon de marche 24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UEM

2 place du Pontiffroy
BP 20129
57070 Metz

Références : -
Code AIOT : 0006201560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement UEM implanté 1 rue des Nonnetiers 57000 Metz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UEM
- 1 rue des Nonnetiers 57000 Metz
- Code AIOT : 0006201560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société UEM exploite la chaufferie Metz Est d'une puissance calorifique supérieure à 20MW. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	demande de dérogation sur le comptage de chaleur	Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	données d'activité du flux de biomasse	Règlement européen du 19/12/2018, article 27.1. et 27.2.	Sans objet
2	fréquence d'analyse	Règlement européen du 19/12/2018, article 35.1.	Sans objet
4	comptage de la chaleur mesurable nette	Règlement européen du 20/12/2018, article ANNEXE VII 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre le rapport de contrôle métrologique pour le compteur de chaleur en sortie de cogénération.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : données d'activité du flux de biomasse

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 27.1. et 27.2.
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes: a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions; b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks.

<p>2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que la centrale n'avait pas consommé de charbon depuis février 2024. Les quantités consommées étaient déterminées au moyen de la bande peseuse qui servait à alimenter la chaudière. L'exploitant a présenté un rapport de contrôle métrologique conforme du 27/06/2023 et le certificat d'examen type de l'appareil. Aucun contrôle n'a été effectué en 2024, la bande peseuse n'ayant pas fonctionné depuis février 2024.</p> <p>In situ, il a été constaté qu'une quantité très faible de charbon était présente sur l'emplacement de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : fréquence d'analyse

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 35.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1,L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'annexe VII du règlement précité fixe une fréquence d'analyse minimale de 6 fois par an ou toutes les 20 000t pour le charbon. L'exploitant a expliqué avoir effectué une analyse par lot. En 2020, un seul lot de charbon de moins de 1000t a été livré en janvier et une analyse a été effectuée. En considérant la quantité livrée, la fréquence d'analyse appliquée peut être considérée conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : demande de dérogation sur le comptage de chaleur

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p>

2.Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: [...]

b)l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;[...]

Constats :

Constats

Le plan méthodologique de surveillance (PMS) est un document qui décrit les méthodes mises en œuvre pour déclarer les niveaux d'activité de l'installation pour l'allocation de quotas gratuits. Dans son PMS, l'exploitant a indiqué ne pas utiliser le plus haut niveau de méthode obligatoire réglementairement pour quantifier les flux de chaleur mesurable pour la chaleur à destination des réseaux de chauffage urbain. Il a formulé une demande de dérogation justifiée par le coût excessif de la mise en place de compteurs correspondant au niveau de méthode exigé. Ce niveau correspond à des compteurs soumis à métrologie légale ou certifiés pour la directive 2014/32/EU (directive MID) sur les instruments de mesure.

La chaleur injectée sur les réseaux est déterminée au moyen de deux compteurs de chaleur. L'exploitant a expliqué qu'un des compteur allait être remplacé pour septembre par un modèle certifié MID dans le cadre d'un projet plus vaste.L'exploitant a transmis le certificat d'étalonnage du nouveau compteur et une photo du marquage MID sur l'intégrateur du compteur . Il est prévu que ce compteur soit intégré au programme de contrôle métrologique existant. Un rapport de contrôle métrologique conforme a été présenté pour le compteur encore en place.

Le deuxième compteur comptabilise la chaleur produite par la cogénération. La présence d'un marquage MID sur l'intégrateur a été observée in situ. L'exploitant a présenté un rapport de contrôle métrologique conforme (pour l'intégrateur) datant du 24/10/2023 et le dernier rapport de contrôle métrologique relatif à ce compteur. Ce dernier rapport ne porte pas de conclusion quant à sa conformité. Lors de l'intervention du prestataire le moteur de la cogénération était à l'arrêt ce qui a empêché la réalisation du contrôle. L'exploitant a transmis à l'Inspection un courrier à destination du fournisseur du moteur, le notifiant de l'arrêt du moteur suite à une panne datant du 07/08/2024. Il a également expliqué qu'un nouveau contrôle métrologique aura lieu en mars 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre le rapport de contrôle du compteur prévu en mars.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : comptage de la chaleur mesurable nette

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/12/2018, article ANNEXE VII 7,1
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux d'activité
Prescription contrôlée : Toutes les quantités de chaleur mesurable indiquées se rapportent à la quantité nette de chaleur mesurable, déterminée comme le contenu calorifique (enthalpie) du flux thermique transmis au procédé consommateur de chaleur ou à l'utilisateur externe, diminué du contenu calorifique du flux de retour.
Constats : L'exploitant a décrit la méthode utilisée pour déterminer la quantité de chaleur exportée vers les réseaux de chaleur urbains. Les données des compteurs de chaleur sont remontées toutes les minutes et consignées automatiquement dans un fichier. Les valeurs mensuelles sont ensuite additionnées dans un second fichier pour déterminer la chaleur exportée totale sur l'année. La prise en compte de l'énergie des flux de retour s'effectue directement au niveau des intégrateurs.
Type de suites proposées : Sans suite